Les conflits entre gouvernements et les guérillas vont décroître

Partage international n° 8 – Avril 1989

Déclaration publiée dans le numéro de novembre 1988 de *Share International/Partage International*, adressée aux médias en octobre 1988 : « *Les conflits existant entre les gouvernements et les forces de guérilla à travers le monde vont commencer à décroître. Les personnes concernées se rendront à la table des négociations. On remarquera, en particulier, la mise en place de ce processus au Soudan, en Ethiopie et au Nicaragua.* »

Nicaragua — Le renouvellement du traité, conclu il y a un an et demi entre les présidents de cinq pays d'Amérique Centrale, a permis de relancer le plan de paix pour la région. Lors de conversations tenues à la mi-février, ces pays se sont entendus afin d'écarter tout obstacle à l'application du plan de paix.
Il a été convenu que les bases de la Contra nicaraguayenne implantées au Honduras seraient démantelées. Le Nicaragua a fait la promesse aux autres pays signataires d'organiser à l'échelon national des élections libres d'ici le mois de février de l'année prochaine. Quelques jours après la fin des conversations, le Président du Nicaragua, Daniel Ortega, a annoncé qu'il demanderait au parlement de libérer 1 700 prisonniers politiques, pour la plupart membres de la Garde Nationale, détenus depuis la prise du pouvoir par les sandinistes en 1979. Le Président Ortega entend également libérer 2 000 membres de la Contra, dès que leurs camps au Honduras auront été démantelés.

Colombie — Après avoir engagé des conversations à Mexico, le gouvernement colombien et le mouvement de guérilla M19 se sont mis d'accord pour élargir et approfondir les négociations de paix dès que possible. Les partis politiques colombiens participeront également à ces conversations.

El Salvador — Alors que nous mettons sous presse, les conversations qui se poursuivaient de façon intermittente entre le gouvernement salvadorien et la guérilla sont actuellement dans l'impasse. En échange de la promesse de respect du résultat des élections, la guérilla avait proposé de repousser ces élections à une date ultérieure. Cette proposition fut tout d'abord rejetée par le gouvernement, puis acceptée sous conditions, pour être finalement rejetée à nouveau. La proposition de la guérilla semble avoir été repoussée en raison de la réticence au compromis, principalement de la part du parti conservateur Arena qui jouit actuellement d'une grande popularité au sein de l'électorat et qui montre donc peu d'empressement à l'idée de repousser les élections.

Equateur — Après des négociations qui ont duré six mois, le gouvernement équatorien a signé un traité de paix avec le mouvement de résistance Alfaro Vive. La guérilla a promis de respecter une trêve dans sa lutte armée pendant le déroulement des pourparlers entre le gouvernement et les mouvements d'opposition.

Soudan — Soumis à des pressions de plus en plus accentuées, le Président soudanais a décidé d'élargir la composition de son gouvernement et d'engager un dialogue en vue d'aboutir à la paix avec le mouvement de résistance du sud-Soudan. Dans son ensemble, la presse soudanaise s'attend à ce que le nouveau gouvernement national, dont les fondamentalistes musulmans se sont retirés, mette fin à la guerre civile. L'opposition à l'ancien gouvernement est conduite par un adversaire inattendu. Ce fut en effet l'armée qui demanda que des mesures soient adoptées afin de mettre un terme au conflit militaire opposant les musulmans du nord à la majorité chrétienne du sud. L'armée entra en action après que le ministre de la Défense, le général Khalil, et le chef d'état major de l'armée eussent offert leur démission. Le général Khalil, qui est membre du même parti politique que l'ancien président Sadiq al-Mahdi, reprochait au Président actuel de ne pas avoir su saisir les opportunités de négocier la paix lorsqu'à la fin de l'année dernière la guérilla était parvenue à un accord avec l'un des partis du gouvernement de coalition.
Ces protestations de la part des militaires aboutirent à la tenue d'une réunion, le 4 mars, entre plusieurs personnalités soudanaises qui lancèrent un appel en faveur de la constitution d'un nouveau gouvernement d'union nationale. Elles demandèrent qu'un dialogue soit engagé avec le sud rebelle, sur la base de l'accord conclu le 16 novembre entre le leader rebelle Garang et le chef du parti unifié soudanais, Osman Mirghani.

Mozambique — Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, a proposé d'engager un processus de paix au Mozambique. *« Etant parvenus à la conclusion d'un accord de paix en Angola et en Namibie, nous devrions pouvoir faire de même au Mozambique »,* a déclaré Pik Botha, ajoutant un peu plus tard que les USA et l'URSS pourraient bien faire office de médiateurs. Une guerre civile ensanglante le Mozambique depuis 12 ans, l'Afrique du Sud apportant son soutien au mouvement de résistance de droite Renamo.

Angola — Le mouvement de résistance angolais a contacté le régime au pouvoir afin de proposer l'ouverture de négociations en vue de former un gouvernement d'union nationale. A cette fin, le mouvement rebelle s'est déclaré prêt à observer une trêve jusqu'à la mi-juillet.

Philippines — La Présidente, Corazon Aquino, a invité tant la guérilla communiste que l'extrême droite philippine à entamer des pourparlers de paix.

Amérique du Sud
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions